

L'ORGANISATION NATIONALE DES MOUDJAHIDINE APPORTE SON SOUTIEN À BOUHADJA

La crise à l'Assemblée nationale s'enlise

L'Organisation nationale des moudjahidine (ONM) s'invite dans la crise, qui boucle sa première semaine, opposant le président de l'Assemblée populaire nationale (APN) aux groupes parlementaires de la majorité (FLN, RND, TAJ, MPA et indépendants) qui réclament sa démission. Dans un communiqué rendu public jeudi dernier, l'ONM a dénoncé le « plan de retrait de confiance » contre Saïd Bouhadja, 80 ans et moudjahid de Skikda, soulignant que « la tentative de certaines parties de nuire à l'histoire de nos moudjahidine et d'attenter à leur glorieux passé constituent un dangereux précédent qui impose à tous de s'y opposer fermement et de refaire leur examen de conscience à l'égard de ceux qui se sont sacrifiés par le passé, un passé récent, afin que l'Algérie restera debout devant les nations ». L'ONM a fait savoir qu'elle suit « avec intérêt » les développements sur la scène nationale, et notamment « les événements qui touchent l'une des institutions constitutionnelles, à savoir la chambre basse du parlement », poursuivant que « l'ONM s'attache à la stabilité de cette institution ». L'ONM a dénoncé également le fait « de s'en prendre aux moudjahidine » et « les tentatives d'attenter à leur glorieux passé ». « Les moudjahidine ont eu un rôle déterminant dans le recouvrement de la souveraineté nationale et dans l'édification de la patrie, ce qui les place toujours dans la position de défendre ces acquis. Donc, en égard de tout cela, il y a obligation de leur témoigner de notre respect, ce qui est un devoir imposé par toute conscience vive et valeurs morales », pré-

cise l'ONM. L'organisation révolutionnaire, l'une des puissants soutiens de président de la République, a sollicité « les forces nationales actives » pour se dresser dernière « le choix de la stabilité de l'État, la sauvegarde de ses principes et les constances de la Constitution et les lois

de la République », en prévenant « d'éviter les conflits et calculs politiques et conjoncturels que font certaines parties et de résoudre les problèmes avec clairvoyance, sagesse et responsabilité ».

Hamid Mecheri

LE MSP RÉAGIT À LA CRISE BOUHADJA

« Que l'opinion publique soit éclairée sur les vraies causes de la crise ! »

Après une semaine tumultueuse suite au bras de fer opposant le président de l'Assemblée populaire nationale et les groupes FLN, RND, TAJ, MPA et indépendants, le MSP a fini par être la première force de l'opposition à réagir. Saïd Bouhadja refuse toujours de céder aux demandes de démission, arguant que la Présidence le soutient toujours, alors que les députés considèrent l'affaire comme interne et partisane. Les groupes parlementaires de la majorité ont émis, après une réunion mercredi dernier, un communiqué conjoint, demandant officiellement au président de l'APN de se retirer. Le groupe parlementaire du Mouvement pour la société

de la paix (MSP) a déclaré, dans un communiqué jeudi dernier, que « nous ne sommes pas concernés par ce conflit qui a provoqué le blocage de l'APN et nous affirmons que les représentants du MSP dans les commissions de l'Assemblée n'ont pas pris part à la réunion citée et qu'ils s'acquittent de leurs fonctions le plus normal du monde ». Cependant, le groupe MSP souligne que « si ces luttes partisanes qui entravent le fonctionnement de l'APN ne nous regardent pas, nous nous considérons concernés d'une façon directe de la crédibilité et stabilité de l'institution législative et des autres institutions et nous refusons cet état de chaos et d'illégalité ».

Dans le communiqué signé par le président de son groupe parlementaire, Ahmed Sadouk, le MSP fait savoir qu'il « refuse de porter les divergences partisanes et luttes politiques ainsi que les querelles personnelles au institutions de l'État. Nous demandons avec insistance à clarifier l'opinion publique sur les vraies raisons et causes de cette crise ». Le parti d'Abderrazak Makri estime également que cette crise « touche à l'image de l'Algérie et la crédibilité de ses institutions », insistant sur « la nécessité de trouver en urgence une solution à cette crise et permettre à l'APN de continuer à exercer ses fonctions constitutionnelles ».

H. M.